

## Avant-propos

Madame, Monsieur,

En vertu de l'art. 7, al. 2, de la loi qui la régit, la Banque nationale remet chaque année à l'Assemblée fédérale un rapport rendant compte de l'accomplissement de ses tâches selon l'art. 5 de ladite loi. En outre, elle soumet son rapport annuel et ses comptes annuels à l'approbation du Conseil fédéral avant de les présenter, avec le rapport de l'organe de révision, à l'Assemblée générale des actionnaires (art. 7, al. 1, LBN).

Le 101<sup>e</sup> rapport de gestion de la Banque nationale contient, dans une première partie, le Compte rendu d'activité à l'Assemblée fédérale (voir pages 6ss). Ce compte rendu est soumis à l'Assemblée générale des actionnaires pour information et non pour approbation. Il décrit l'évolution économique et monétaire en 2008 et commente en détail l'accomplissement des tâches légales de la Banque nationale, en particulier la conduite de la politique monétaire et la contribution de l'institut d'émission à la stabilité du système financier. Un aperçu figure aux pages 7ss.

L'année 2008 a confronté les responsables de la politique économique et, tout particulièrement, les banques centrales à des défis majeurs. Le premier semestre a encore été marqué par l'accélération de l'inflation, due avant tout à la forte hausse des prix des matières premières et de l'énergie. Mais à la même période, les turbulences, qui avaient débuté en 2007 sur le marché américain des hypothèques, se sont poursuivies sur les marchés financiers. Au second semestre, la crise financière s'est aggravée sur le plan mondial, après l'effondrement d'une des principales banques d'investissement aux Etats-Unis. La perte de confiance qui en a résulté entre les banques a conduit à une paralysie presque totale des marchés monétaires inter-bancaires. Aussi, dans de nombreux pays, les banques centrales ont-elles dû prendre des mesures extraordinaires, en partie concertées au niveau international, afin de garantir l'approvisionnement en liquidités du système financier. En outre, nombre de gouvernements ont été contraints de mener des opérations destinées à soutenir le système financier. Tel a été le cas en Suisse également. Mi-octobre 2008, le Conseil fédéral, la Commission fédérale des banques et la Banque nationale ont arrêté un train de mesures en vue de renforcer le système financier suisse.

Très vite, la crise sévissant sur les marchés financiers s'est également propagée dans une large mesure aux autres secteurs. Les entrées de commandes et la confiance des consommateurs ont chuté. A la fin de l'année, les économies avancées sont entrées dans une phase de récession dont il est encore impossible d'évaluer l'ampleur. De même, les économies émergentes ont enregistré un ralentissement de leur croissance, jusque-là encore forte. Ce soudain revirement conjoncturel a conduit à une correction massive des prix des matières premières et de l'énergie, qui avaient atteint des niveaux records à différentes reprises en milieu d'année. Le rapide repli de l'inflation qui s'en est suivi et l'amélioration des perspectives d'inflation ont permis aux banques centrales d'assouplir considérablement leur politique monétaire et de se consacrer avant tout à la lutte contre la récession se profilant.

La seconde partie du Rapport de gestion comprend le Rapport annuel à l'intention du Conseil fédéral et de l'Assemblée générale des actionnaires (voir pages 98ss). Comme les années précédentes, il examine l'évolution de la Banque nationale, sous l'angle de l'organisation comme sous celui de l'exploitation, et les activités au sens strict. Il contient également les comptes annuels de la Banque nationale, dont le compte de résultat, le bilan et l'annexe.

Par ailleurs, le Rapport de gestion inclut, aux pages 158 à 164, les principales informations financières sur SNB StabFund Société en commandite de placements collectifs (fonds de stabilisation) ainsi que les comptes annuels consolidés, conformément à la loi (pages 166 à 178). Le fonds de stabilisation a été créé en novembre 2008 par la Banque nationale en vue de reprendre des actifs illiquides d'UBS. Il constitue un élément essentiel du train de mesures étatiques annoncées en octobre.

Les diverses mesures et opérations menées en réponse à la crise financière ont entraîné un accroissement considérable du total du bilan de la Banque nationale. Le résultat de l'exercice 2008 s'est établi à -4,7 milliards de francs (2007: 8 milliards). Cette perte est due principalement à la dépréciation par rapport au franc des principales monnaies dans lesquelles les placements sont détenus et à la baisse du prix de l'or. Conformément à la convention actuelle régissant la distribution des bénéfices, le montant à attribuer à la Confédération et aux cantons au titre de l'exercice 2008 est de 2,5 milliards de francs, comme les années passées. Ainsi, le surplus disponible pour distributions futures diminue de 8,2 milliards, passant à 14,6 milliards de francs. Au 31 décembre 2008, la perte du fonds de stabilisation s'inscrivait à 50,1 millions de dollars des Etats-Unis, compte tenu de l'apport en capital d'UBS. Cette perte est couverte par l'option de la Banque nationale sur 100 millions d'actions UBS. Le résultat annuel consolidé correspond ainsi au résultat de la Banque nationale, qui s'élève à -4,7 milliards de francs.

Nous remercions vivement les membres des autorités de la Banque ainsi que nos collaboratrices et collaborateurs du précieux soutien qu'ils nous ont apporté au cours de l'année écoulée.

Berne et Zurich, le 27 février 2009

**Hansueli Raggenbass**

Président du Conseil de banque

**Jean-Pierre Roth**

Président de la Direction générale